

Service Juridique et Coordination
Unité Coordination

Arrêté DDT2B/SJC/UC N° 1096/2022

prescrivant l'ouverture, sur le territoire des communes de **Barbaggio et Patrimonio**

- d'une enquête publique préalable :

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de régularisation du captage des eaux de la source de Conca ;
- à l'instauration des périmètres de protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

- d'une enquête parcellaire conjointe :

portant sur les terrains concernés par la création des périmètres de protection, à acquérir et devant faire l'objet de servitudes

Le Préfet de la Haute-Corse

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, livre I^{er}, titre I^{er}, titre III (parties législative et réglementaire nouvelles) ;

Vu le code de la santé publique, première partie, livre III, titre II (parties législative et réglementaire) ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 215-13 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant Monsieur Michel PROSIC, Préfet de la Haute-Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2B-2022-08-24-00001 du 24 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Yves DAREAU, Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 118-2016 du 26 février 2016 portant création de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) ;

Vu la demande d'autorisation présentée par le maire de Barbaggio, dûment habilité par délibération du 13 juin 2022 ;

Vu les dossiers annexés à la demande susvisée ;

Vu le plan des lieux faisant notamment apparaître les limites des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Bastia n° E22000024/20 en date du 6 décembre 2022, portant désignation de Monsieur Pierre-Paul NICAISE, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et de Monsieur Antony HOTTIER, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Corse :

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Il sera procédé, sur le territoire des communes de **Barbaggio et Patrimonio** :

1°) à une enquête préalable :

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de régularisation du captage d'alimentation en eau potable de la source de Conca ;
- à l'instauration des périmètres de protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

2°) à une enquête parcellaire en vue de l'autorisation du projet de mise en conformité de la ressource et de l'alimentation en eau potable des populations de la commune de Barbaggio desservies par la source de Conca.

DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Article 2 :

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés en mairies de **Barbaggio et Patrimonio** pendant seize jours consécutifs, **soit du jeudi 2 février 2023 à partir de 9 h 00 jusqu'au vendredi 17 février 2023 à 12 h 00.**

Durant cette période, le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations dans les registres d'enquête ouverts à cet effet, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, ou les adresser au commissaire enquêteur en mairie pour y être annexées.

Pendant toute la durée de cette enquête, le dossier sera également consultable sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse (<https://www.haute-corse.gouv.fr/enquetes-publiques-expropriations-r395.html>), et le public pourra aussi communiquer ses observations par voie électronique à la direction départementale des territoires (ddtm-sjc-uc-consultation-publique@haute-corse.gouv.fr).

Un registre dématérialisé sera mis à la disposition du public sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4398>. Ce registre sera clos automatiquement le vendredi 17 février 2023 à 12 heures précises, date et heure de clôture de l'enquête.

Article 3 :

Monsieur Pierre-Paul NICAISE, commissaire enquêteur, recevra le public, en mairies, selon les modalités suivantes :

Barbaggio	Judi 2 février 2023 Vendredi 17 février 2023	De 9 h 00 à 12 h 00
Patrimonio	Lundi 6 février 2023	De 9 h 00 à 12 h 00

En cas d'empêchement de Monsieur Pierre-Paul NICAISE, les permanences seront assurées par Monsieur Antony HOTTIER, désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant, selon les mêmes modalités.

Lors de ces permanences, le public pourra également formuler ses observations au commissaire enquêteur par téléphone (mairie de Barbaggio : 04 95 37 05 80 et mairie de Patrimonio : 04 95 37 08 49). Les temps d'entretien seront limités, afin de permettre au plus grand nombre de s'exprimer. Le recueil des observations formulées dans le cadre de ces entretiens pourra être effectué par le commissaire enquêteur, selon la procédure de l'observation orale. Il sera également possible de le contacter par courriel (barbaggio@wanadoo.fr et secretariat.patrimonio@mic.fr), afin d'obtenir un rendez-vous.

Article 4 :

À l'expiration du délai fixé à l'article 2, pour la commune de Barbaggio, le registre sera clos et signé par le commissaire-enquêteur et pour la commune de Patrimonio, le registre sera clos et signé par le maire puis transmis dans les vingt quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur.

Il rédigera alors ses conclusions motivées, et les transmettra au préfet dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

Article 5 :

Si les conclusions du commissaire-enquêteur sont défavorables à l'adoption du projet, la commune de Barbaggio devra émettre son avis par délibération motivée, dont le procès-verbal sera joint au dossier. En l'absence de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier, la commune de Barbaggio sera regardée comme ayant renoncé à l'opération.

Article 6 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sur l'utilité publique du projet sera tenue à la disposition du public en mairies de Barbaggio et Patrimonio, ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires (Service Juridique et Coordination), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ces documents seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse.

DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE PARCELLAIRE

Article 7 :

Le dossier d'enquête parcellaire, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés en mairies de Barbaggio et Patrimonio pendant la période fixée à l'article 2, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures indiqués audit article, et consigner éventuellement ses observations sur les limites des biens à exproprier, ou les adresser au commissaire enquêteur en mairie pour y être annexées.

Pendant toute la durée de cette enquête, ce dossier sera également consultable sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse (<https://www.haute-corse.gouv.fr/enquetes-publiques-expropriations-r395.html>).

Un registre dématérialisé sera mis à la disposition du public sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4398>.

Le public pourra aussi communiquer ses observations par voie électronique à la Direction Départementale des Territoires à l'adresse indiquée à l'article 2, ou par téléphone, dans les conditions précisées à l'article 3.

Article 8 :

La notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairies de Barbaggio et Patrimonio sera effectuée par le maire de Barbaggio, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception aux propriétaires intéressés.

Article 9 :

À l'expiration du délai d'enquête, pour la commune de Barbaggio, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le commissaire-enquêteur et pour la commune de Patrimonio, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le maire puis transmis dans les vingt quatre heures avec le dossier d'enquête parcellaire au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur donnera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés, et dressera procès-verbal de l'opération. Ces formalités devront être achevées dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur transmettra ensuite le dossier au Préfet. Cet avis pourra également être consulté sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse.

DISPOSITIONS CONCERNANT LA PUBLICITÉ DES ENQUÊTES PUBLIQUES

Article 10 :


Un avis au public faisant connaître l'ouverture des enquêtes visées à l'article 1 sera publié par voie d'affiches, qui seront apposées huit jours avant le début des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci, et éventuellement par tout autre procédé en usage en mairies de Barbaggio et Patrimonio. L'accomplissement de ces formalités d'affichage sera justifié par un certificat des maires de Barbaggio et Patrimonio, qui seront annexés au dossier à la clôture des enquêtes. Cet avis sera également publié en caractères apparents, huit jours au moins avant le début des enquêtes, et rappelé dans les huit premiers jours de celles-ci, dans deux journaux diffusés dans le département, ainsi que sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse.

Article 11 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Corse, les maires de Barbaggio et de Patrimonio ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bastia, le **28 DEC. 2022**

Le Préfet,



Michel PROSIC